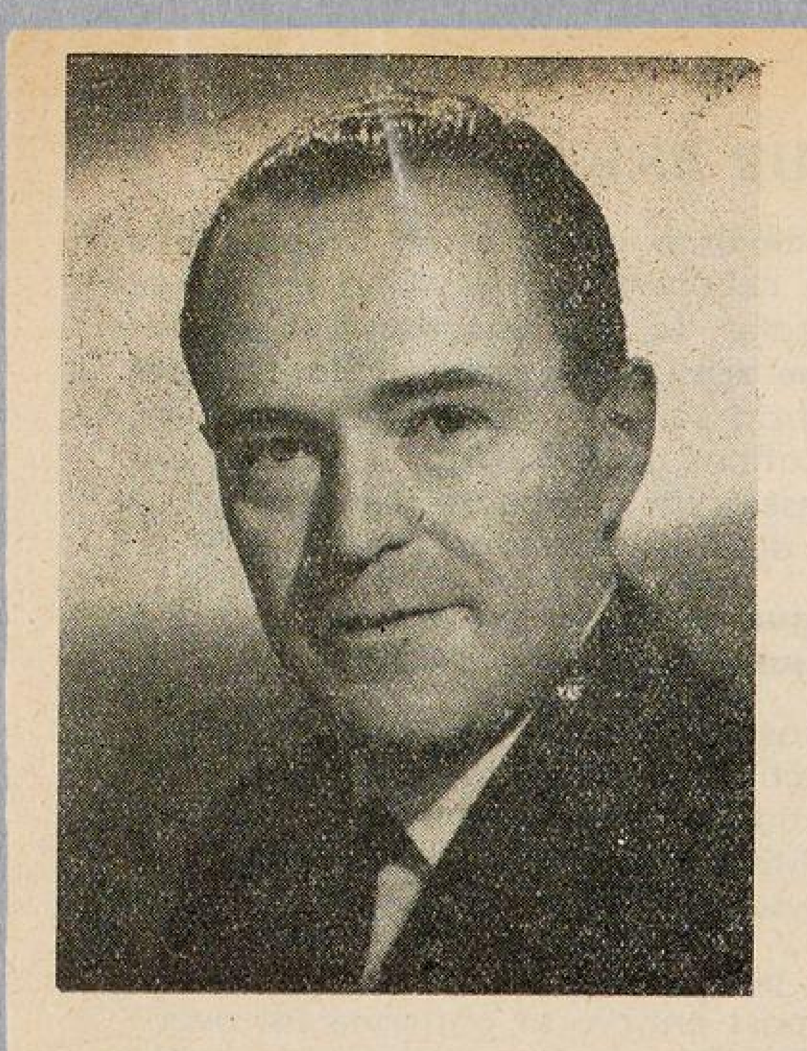




# UNION POUR LA Vme REPUBLIQUE

Candidat présenté par le

Centre National des **INDEPENDANTS**

soutenu par :

**PAYSANS — DEMOCRATIE CHRETIENNE — REPUBLICAINS POPULAIRES — CENTRE REPUBLICAIN**

## Pierre BAUDIS

**Docteur en Droit**
**Diplômé de l'Ecole des Sciences Politiques**
**Administrateur civil au Service de l'Action Sociale**
**Officier de réserve « Rhin et Danube »**

REMPLAÇANT EVENTUEL :

**Étienne BACQUIÉ**

Officier de la Légion d'Honneur
Croix de Guerre 1914-18
Maire adjoint de Toulouse
Directeur honoraire des Domaines
Agriculteur exploitant

**Dès 1946, nous avions été les premiers à dénoncer des institutions dont la malfaisance nous a conduits aux bords de la faillite et de la guerre civile.**

En septembre 1958, nous avons tenu à Toulouse le même langage, quand les radicaux de Bourgès-Maunoury, les socialistes d'Auban, les communistes, la « Dépêche », défendaient un régime dont ils avaient tant profité et faisaient campagne pour le « non »; nous avons été les seuls à faire une campagne de réunions publiques en faveur du « oui ».

**Le 20 SEPTEMBRE, j'ai personnellement offert, salle du Sénéchal, à tous ceux qui monopolisaient la Presse Toulousaine et s'embusquaient dans les colonnes de la « Dépêche », de venir en public expliquer leur position : aucun contradicteur n'a relevé le défi.**

J'en appelle au souvenir de tous mes vieux camarades de Toulouse ; jamais Radicaux et Socialistes n'avaient à ce point refusé le combat.

Les prudents et les silencieux volent maintenant au secours de la victoire.

**Les honnêtes gens veulent des hommes neufs. Ils condamneront les exploiteurs malhonnêtes du « oui » comme ils ont condamné les profiteurs abusifs de la Résistance.**

Notre OUI était une condamnation et une exigence.

## NOUS CONDAMNONS

L'inflation ruineuse du nombre des ministres (personnels des cabinets, voitures, immeubles...).

Le gouvernement radical des Cent Jours de Bourgès-Maunoury a battu tous les records avec 46 ministres. Pinay avait 30 ministres, De Gaulle n'en a pas davantage.

La gabegie permanente des administrations, celle des entreprises nationalisées qui a coûté chaque année des centaines de milliards aux contribuables, la prodigalité absurde des dépenses publiques.

L'oppression fiscale, certains contrôles inutiles et vexatoires au stade de la vente au détail, l'aggravation incessante des impôts, mais aussi l'inégalité et les privilèges.

Un exemple : Le député vote l'impôt, mais ne le paye que sur un tiers de son traitement. Privilège qu'envieraient tous les contribuables.

## NOUS EXIGEONS

**Une limitation efficace, par une loi organique, du nombre des ministres répondant aux besoins réels de l'Etat et non aux appétits et aux marchandages des partis : l'exemple de l'économie doit venir d'en haut.**

**La restauration de la notion de service public, l'application aux entreprises nationalisées du prix de revient.**

L'Etat ne doit être ni une fiction, ni une religion : Une réforme administrative rapide s'impose.

**La refonte complète de la fiscalité, (T.V.A., patente, contrôle à la production et non au détail), une détaxation en fonction de l'utilité économique** (investissements) **ou de l'utilité sociale** (produits de consommation courante, relèvement de l'abattement à la base, quotient familial élargi).

## NOUS CONDAMNONS

La lutte des classes, la démagogie d'une politique d'inflation qui détruit le pouvoir d'achat des salariés, une politique sociale inefficace et coûteuse, le gaspillage des ressources de la Sécurité Sociale par une gestion administrative onéreuse (15 % de frais de gestion dans la Haute-Garonne contre 3 % dans d'autres départements).

L'Etatisation de la Construction, génératrice de scandales bien connus à Toulouse.

Tout monopole de l'enseignement sous prétexte de Réforme ou d'Orientation, tout embrigadement de la jeunesse

La carence de toute politique agricole, l'anarchie du circuit économique, la disparité des prix, l'absence de tout plan d'investissement.

L'alliance scandaleuse du F.L.N. et du Parti Communiste en Algérie.

Des élus inféodés à un parti, ne dépendant que d'un comité électoral et ne venant devant les électeurs, lors de la campagne électorale, que pour piper leurs voix.

## NOUS EXIGEONS

**Une véritable promotion ouvrière** qui suppose une politique financière cohérente, l'expansion équilibrée de l'économie française, **la revalorisation des prestations familiales, une remise en ordre de la Sécurité Sociale,** qui permettrait sans aggravation des charges, de majorer les allocations insuffisantes et notamment les retraites-vieillesses, les remboursements d'honoraires médicaux, et de créer l'assurance-chômage.

**Une large politique du logement faisant appel à l'Epargne et favorisant l'initiative privée.**

La liberté de l'enseignement et **le respect absolu des droits du père et de la mère de famille.**
Une démocratisation de l'enseignement : fréquentation scolaire facilitée à tous les enfants, enseignement technique rénové.

Que l'agriculteur, par la garantie des prix agricoles, soit un Français à part entière et obtienne les avantages sociaux, les facilités de financement, les allègements fiscaux si souvent promis.

**Le soutien de la politique nationale et généreuse définie par le Général de Gaulle dans son discours de Constantine.**

**L'indépendant est l'élu, non d'un Comité, mais de tous les électeurs de sa circonscription ; je m'engage à faire des comptes rendus de mandat à date fixe où tout électeur pourra approuver ou critiquer la politique suivie.**

**ELECTRICES, ELECTEURS, CHOISISSEZ !**

Nous condamnons la politique de faillite des Radicaux et des Socialistes, unis en 1956 dans le FRONT REPUBLICAIN, comme en 1936 dans le FRONT POPULAIRE.

**La politique que nous défendons est celle d'hommes qui, comme DE GAULLE, comme PINAY, comme BIDAULT, ont sauvé la Patrie et la République en danger.**

Autour d'eux, faites l'**UNION POUR LA CINQUIEME REPUBLIQUE,**

Contre les hommes et les partis qui, à TOULOUSE, vous ont toujours trompés,

**POUR UNE CINQUIEME REPUBLIQUE JUSTE ET PURE,**

# à nouveau **VOTEZ OUI**

# en votant **PIERRE BAUDIS**

Vu : *le CANDIDAT.*

**DERNIERES REUNIONS : Salle du Sénéchal : 16 Novembre, à 21 heures.**
**Salle du Muséum : 20 Novembre, à 21 heures.**

Imprimerie CLÉDER - Toulouse